

Index AI: MDE 30/38/99
9 novembre 1999

Tunisie: Des centaines de libération -- un pas positif mais près de mille personnes condamnées au terme de procès iniques sont toujours détenues

La libération de 600 prisonniers politiques, selon les chiffres officiels, est une mesure positive mais près de 1000 prisonniers politiques, condamnés au terme de procès inéquitables, demeurent détenus, a annoncé Amnesty International aujourd'hui.

Des centaines de prisonniers politiques, parmi lesquels des prisonniers d'opinion, ont été libérés aux alentours du 7 novembre, à l'occasion de l'anniversaire de l'accession au pouvoir du Président Zine al-Abidine Ben Ali. La plupart des prisonniers libérés sont des membres supposés du mouvement islamiste non autorisé *al-Nahda* (Renaissance), quelques autres sont des membres supposés du Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT - interdit). La plupart d'entre eux servaient de longues peines de prison, infligées lors de procès qui n'avaient pas respecté les normes minimales en matière d'équité.

"Une fois encore, ces libérations montrent que l'opinion publique internationale compte et que les efforts de lobbying des défenseurs des droits humains ont un impact", a affirmé l'Organisation.

Au cours des dernières années, les organisations de défense des droits humains au niveau national, régional et international se sont consacrées à faire connaître la gravité et l'échelle des violations des droits humains en Tunisie ainsi qu'à faire la lumière sur la différence entre la rhétorique gouvernementale et la réalité. Les organes de l'ONU compétents en matière de droits humains n'ont cessé de condamner la Tunisie, qui ne respectait pas les standards minimaux relatifs aux droits humains.

Amnesty International demeure préoccupée par le fait que ces libérations sont conditionnelles: les anciens prisonniers peuvent être ré-arrêtés à tout moment sur ordre du Ministère de l'Intérieur. De plus, tous les prisonniers islamistes libérés sont soumis au contrôle administratif, une mesure qui les oblige en général à se rendre quotidiennement dans un commissariat de police.

Si elles sont suivies de mesures permettant des changements significatifs en matière de droits humains, ces libérations pourraient symboliser le début d'une nouvelle ère. Ce jour, Amnesty International demande aux autorités tunisiennes de:

libérer ou rejuger tous les prisonniers politiques condamnés au terme de procès iniques, suivant les principes internationaux pour des procès équitables,

garantir que les défenseurs des droits humains, qui ont été pris pour cible de manière croissante et qui se voient empêchés de poursuivre leur travail, soient protégés et puissent exercer leurs activités, sans interférence, intimidation ou persécution,

abroger ou amender les lois qui permettent l'emprisonnement de prisonniers d'opinion et rendre la législation conforme aux traités internationaux ratifiés par la Tunisie.

Plusieurs personnes, dont les cas avait été défendus par Amnesty International se trouvent parmi les prisonniers libérés:

***Mohamed Habib Hemissi**, un proche de membres éminents de *Nahda* exilés à Londres, avait été condamné à dix ans d'emprisonnement pour son appartenance supposée à *Nahda* et après qu'il avait refusé de collaborer avec la police tunisienne. Il a été libéré la nuit du 7 novembre. Il a remercié les membres d'Amnesty International pour tous leurs efforts et plus particulièrement tous ceux qui lui avaient écrit: "ils m'ont apporté plus que quiconque au cours de mon existence et ont réconforté mes co-détenus."

***Najib Baccouchi, Chedli Hammami, Taha Sassi, Noureddine Benticha et Ali Jallouli**, cinq étudiants arrêtés au printemps 1998 suite à des démonstrations estudiantines et condamnés pour leur appartenance supposée au PCOT jusqu'à quatre ans de prison en juillet 1999 au terme d'un procès inéquitable, ont été libérés le 6 novembre.

***Mahjouba Boukhris**, mère de trois enfants et mariée à un membre supposé de *Nahda* toujours emprisonné, qui avait été condamnée à sept ans de prison pour appartenance à *Nahda*, a également été libérée.

Contexte

En juin et juillet 1999, cinq prisonniers d'opinion, parmi lesquels quatre femmes, avaient été libérés avant la fin de leur condamnation, après une campagne internationale en leur faveur.

Depuis 1990, les autorités tunisiennes ont réprimés de manière croissante les membres et sympathisants supposés ou réels des groupes d'opposition, les détracteurs du gouvernement et leurs proches. Des milliers de personnes, pour la plupart membres de *Nahda*, ont été détenus, torturés (des dizaines sont morts des suites de la torture) et condamnés à des peines de prison. Certains d'entre eux ont été condamnés à plusieurs reprises pour les mêmes faits.

La spirale de répression a continué à s'élargir au cours des dernières années. Les défenseurs des droits humains qui se sont élevés contre la détérioration de la situation des droits humains ont eux-mêmes été pris pour cible.

FIN.../

For more information please call Amnesty International's press office in London, UK, on 44 171 413 5566 or visit our website at <http://www.amnesty.org>